

L'année 2018 se termine sur l'incertitude, l'inquiétude et l'espérance, dans une sorte de valse endiablée que nul ne semble en mesure d'arrêter : le « Mai jaune », inattendue commémoration du précédent Mai d'il y a cinquante ans, n'en finit pas de rebondir, sous des formes diverses et parfois « scandaleuses » au regard de la démocratie représentative, fort malmenée par les manifestants au nom d'une forme de démocratie directe rebaptisée, peut-être abusivement ou maladroitement, « RIC » (Référendum d'Initiative Citoyenne). L'incertitude devant la suite du mouvement des Gilets jaunes, l'inquiétude des classes dominantes souvent malmenées par les slogans des manifestants, mais aussi l'espérance, sous des formes diverses et des points de vue différents, d'une sortie de crise : une équation compliquée, qu'il ne s'agit pas de négliger mais dont il faut chercher, et tenter autant que faire se peut, la résolution sans trop tarder.

Le président Macron, légalement et démocratiquement élu il y a moins de deux ans, se retrouve dans **la situation la plus inconfortable qui soit, celle de la souveraineté impopulaire**, voire discréditée, avec le risque de la paralysie et de la lente agonie d'un quinquennat désormais ensablé dans les mécontentements. La foudre qu'il était censé commander, en bon Jupiter présidentiel, s'est retournée contre lui, dans une sorte d'électrocution politique générale, et ni le gouvernement ni ses oppositions parlementaires n'en sont sortis indemnes.

La défiance envers le président est devenue méfiance à l'égard de toutes les institutions de la démocratie partisane légale (y compris syndicales)

, et ce qui, aux dernières consultations électorales, se transformait en vote protestataire ou en abstention s'est tout d'un coup paré de jaune, désormais couleur de la colère !

